



S'opposer aux coups de force patronaux

7 371 suppressions d'emplois - mises en pré-retraite et licenciements! La direction de Talbot-Peugeot n'y va pas de main morte, choisissant la période estivale pour perpétrer son coup de force. Perte de 6 milliards de francs en trois ans et robotisation obligée nécessiteraient cette mesure. Les comptes officiels du groupe, minutieusement épluchés, révèlent une autre réalité: ils font apparaître 3 milliards de profits bruts, liés à l'activité productive, les 6 milliards de « pertes comptables » tenant pour une bonne part à des « provisions » mises de côté... pour faire face à des pertes futures! Les dirigeants de PSA incriminent les conditions d'exploitation en France - hausse des salaires, réduction du temps de travail, blocage des prix des voitures: or, leurs propres comptes manifestent que les pertes en France ont diminué de 30% en 1982! En réalité, les suppressions d'emplois répondent à une stratégie industrielle où la « restructuration » signifie redéploiement dans des usines du groupe en RFA, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Argentine et en Indonésie. Ainsi, la filiale anglaise du groupe a reçu près de 600 millions de francs de subventions; des transferts de fonds des usines françaises ont été opérés vers les filiales allemandes, etc.

L'opération ne répond pas seulement à des objectifs économiques. L'usine de Talbot-Poissy, touchée principalement par les licenciements, n'a pas été choisie au hasard: après les grèves de juin et de septembre 82, les travailleurs syndiqués et organisés, y faisaient front à l'arbitraire patronal, y avaient imposé des délégués de chaîne et le respect de droits élémentaires. Des milliers de travailleurs, immigrés pour beaucoup d'entre eux, sont menacés par les décisions de PSA.

« Le règlement de ce qu'il faut appeler "l'affaire Peugeot" aura valeur de test » écrit *Le Figaro* du 19 juillet. Et comment! Plusieurs milliers de suppressions d'emplois ont été annoncées dans la foulée de celles de PSA: Ducellier, UTA, SNIAS, Mareste, Roudière, Massey-Ferguson, Tréfinmétaux (filiale de PUK), etc. vont licencier ou négocier des pré-retraites. L'horizon du chômage s'assombrit plus noir et plus vite que les prévisions déjà fort pessimistes de l'INSEE ne le laissent supposer. Quelle riposte sera opposée aux coups de force patronaux? Jacques Delors et Laurent Fabius, certes préoccupés du « volet social » de l'affaire admettent le mauvais coup au nom de la prétendue « nécessité d'un dégraissage de l'emploi dans l'automobile ». Jack Ralite plaide pour la solution « contrat-emploi-production », mais en vain car celle-ci tourne le dos à la stratégie de redéploiement industriel - compétitivité internationale et exportation - retenue par le gouvernement depuis deux ans.

Les travailleurs de Talbot-Poissy, à l'appel de leurs syndicats, en s'unissant dans la grève, le 21 juillet dernier, pour refuser les licenciements annoncés, ont adopté une autre logique de riposte: celle du respect fondamental du droit au travail pour tous. Seule cette logique devrait permettre de donner un coup d'arrêt aux mauvais coups patronaux qui se multiplient en cet été 83.

Camille GRANOT

REFUSER LE CHANTAGE NUCLEAIRE DES DEUX GRANDS

L'année 83 est effectivement une année décisive quant aux problèmes de la paix et du désarmement. Si les négociations de Genève entre les USA et l'URSS sur les euromissiles n'aboutissent pas à de sérieux résultats, les Pershing seront installés. Dans notre pays, depuis le début de cette année, plusieurs événements ont souligné l'acuité de cette question: les discours de Mitterrand devant le Bundestag, à Williamsburg ou devant les pays membres de l'OTAN, l'expulsion de 47 agents soviétiques, le déploiement de nouveaux missiles à têtes multiples M4, les différentes initiatives populaires en faveur de la paix.

En juin, le débat porta sur la proposition soviétique du « gel des armements nucléaires ». En juillet, par l'intermédiaire du voyage de G. Marchais à Moscou, on a à prendre position sur les propositions du PCF de comptabilisation des armements français et d'extension de la conférence de Genève aux pays européens. La proposition soviétique, réaffirmée dans la déclaration commune PCUS-PCF est nouvelle dans le sens où les « pays nucléaires » appelés à geler leurs armements sont la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Elle vise tout bonnement à perpétuer l'actuelle suprématie nucléaire des deux superpuissances. Celles-ci, possédant à leurs dires la possibilité de « détruire maintes fois l'humanité », pourraient impunément continuer leur chantage nucléaire et consolider leur hégémonie. Cette proposition égoïste fut repoussée fermement par les trois pays concernés.

La proposition du PCF n'est pas identique mais proche parente pourtant. Comptabiliser les forces anglaises et françaises, qui d'ailleurs sont de nature différente, revient à proposer d'installer en face un nombre de SS 20 égal déterminé et à renvoyer les Pershing dans les silos américains. Dans une vision du monde où l'impérialisme américain est la cible dans le cadre d'une confrontation Est-Ouest, le PCF aurait raison: la proposition est de bon sens. Mais là n'est pas la réalité. L'Europe n'est pas l'Amérique. L'Europe est un enjeu dans la rivalité URSS-USA. Les deux superpuissances sont la source des tensions et des risques de guerre. Les deux grands doivent désarmer les premiers et simultanément, sous contrôle, et pas seulement sur le front européen d'ailleurs.

Marseille :

LE MOUVEMENT ANTIRACISTE MOBILISÉ

17 associations et groupes de quartier parmi lesquels l'Amicale des Algériens en Europe, le MRAP, la CIMADE, l'ASTI Marseille-nord, et des associations de jeunes et de femmes immigrées, ont appelé à un rassemblement le 15 juillet dernier à Marseille, en réaction contre les agressions et assassinats perpétrés contre des immigrés maghrébins dans toute la France. 18 jeunes maghrébins ont été tués dans la dernière période. A Marseille, dans le quartier de Bel-Air, une tentative d'homicide par armes à feu perpétrée contre trois jeunes Algériens les a sérieusement blessés. Dans une lettre adressée au Président de la République et au gouvernement, remise au commissaire de la République par une délégation de ces associations le 18 juillet, celles-ci posent des questions concrètes et importantes. Une conférence de presse a suivi à laquelle ont répondu des périodiques régionaux et plusieurs radios locales.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travaillleurs mensuel
6 mois : 80,00 F - soutien : 100,00 F
un an : 150,00 F - soutien : 200,00 F

RASSEMBLEMENT NATIONAL DU MRJC A ANGERS

« Sois acteur de ta vie, pètes la forme » : ce mot d'ordre figurait sur une banderole de l'un des forums qui constituaient l'essentiel de la 2e journée du rassemblement national du Mouvement de la jeunesse chrétienne (MRJC), les 14, 15 et 16 juillet à Angers.

Il y aurait beaucoup plus à retenir d'un rassemblement fort riche, original dans son animation, ouvert, en particulier au Tiers Monde avec lequel le thème central - « Les jeunes ruraux, acteurs d'un autre développement » - entrait bien en résonance. Mais en ces temps plutôt moroses du côté du mouvement populaire, on peut tout de même souligner, quand l'occasion s'en présente, les signes de bonne santé.

Le monde rural, pénétré par l'industrie à la fois par la transformation de la production agricole et par la décentralisation industrielle, devient de façon nouvelle le terrain d'aspirations progressistes dont les jeunes se trouvent tout naturellement porteurs. Ce mouvement, certes déjà ancien, s'est notablement accentué dans les 15 dernières années. Ce rassemblement aura montré que le MRJC y tient bien une place de première importance.

Gilles CARPENTIER

LARZAC - 6 ET 7 AOUT 83

Le rassemblement des 6 et 7 août pour le « gel nucléaire et la construction de la paix » organisé par les paysans du Larzac, le CODENE et les Artisans de la paix se tiendra au lieu-dit « Le Rajal del Corps », en bordure de la RN 9 entre Millau et La Cavalerie. Début du rassemblement : le 6 août à 14 heures ; forums, animations artistiques et films. Clôture le 7 août à 17 heures. Les forums traiteront les questions suivantes : Les perspectives du mouvement de la paix en Europe (forum I) - Peut-on lancer une campagne pour le « gel » de l'arsenal nucléaire en France et dans le monde (forum II) ? - Quelles politiques de défense sont possibles si l'on renonce à l'actuelle politique de dissuasion nucléaire (forum III) ? - Face aux blocs, quelle politique internationale et quelles actions pour favoriser l'émancipation des peuples (forum IV) ?

Comme déjà annoncé dans PCML Flash (n°45) et dans Travaillleurs de juillet, le PCML soutient cette initiative et y appelle sur la base de ses objectifs : « Ni SS20 ni Pershing, désarmement contrôlé et simultané des deux superpuissances USA et URSS ». Le PCML tiendra un stand au rassemblement.

CHIRAC ORCHESTRE LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRÉS A PARIS

« Pegre », « gens de sac et de corde » : tels sont les qualificatifs employés par Chirac pour désigner les travailleurs immigrés, lors de sa conférence du 13 juillet dernier. Officiellement, il s'agit de limiter « l'immigration clandestine » ; dans les faits, c'est la campagne anti-immigrés que le maire de Paris orchestre ainsi, n'ayant presque rien à envier à celle de Le Pen, lors des municipales du printemps. Qu'on en juge par les mesures répressives préparées par les services de Chirac pour septembre : contrôle sévère des demandes de certificats d'hébergement, refus d'inscription en crèche et en maternelle des enfants de parents en « situation irrégulière », refus d'aides sociales des bureaux municipaux, refus d'aide médicale gratuite dans les hôpitaux parisiens. Quand on connaît les tracasseries administratives, les vexations et humiliations que subissent déjà les travailleurs immigrés - clandestins ou non - dans les mairies parisiennes de Chirac, on comprend bien que la prétendue action contre l'immigration clandestine est en fait l'organisation officielle d'une expulsion et répression accrues des immigrés de la capitale. La rentrée de septembre

exigera sans nul doute action et mobilisation accrues sur ce front.

ESCALADE AMERICAINE EN AMERIQUE CENTRALE

Reagan poursuit l'escalade de l'intervention US en Amérique centrale : mise au point de manœuvres militaires aux frontières et sur les côtes du Nicaragua, déploiement de porte-avions, augmentation envisagée du nombre de « conseillers » militaires américains au Salvador, accroissement des activités de la CIA, soutien accru aux insurgés antisandinistes. Un blocus du Nicaragua serait même envisagé. Le « groupe de Contadora », composé des présidents du Mexique, de Colombie, de Panama et du Venezuela, qui recherche une solution régionale à la tension, et, de leur côté, les dirigeants du Nicaragua, ont proposé des plans de paix et exigent, les uns et les autres, l'arrêt des livraisons d'armes étrangères et l'interdiction des bases militaires étrangères dans la région, conditions nécessaires pour stopper l'escalade US et pour y construire une paix conforme aux intérêts nationaux.

Prolétariat vient de paraître sur un numéro double afin de réparer le préjudice occasionné par sa non-parution au premier trimestre 1983. Prolétariat demande à ses abonnés, amis et lecteurs, d'excuser cette absence de plusieurs mois. Dès septembre, l'adoption d'une formule plus légère - 24 pages - doit permettre une sortie trimestrielle régulière. Nous nous y employons.

Un numéro double à lire pendant les vacances ! Le commander à Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20 (24,00 F + port ou bien s'abonner : 4 numéros 50,00 F).

PROLETARIAT

